

Commissions

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **MARDI 31 MAI 2011**

Projet de loi-programme (II), n° 1482/1.

- Rapporteur : Mme Karin Temmerman
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat au Budget, à la politique de migration et d'asile, à la politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales.
- La discussion a eu lieu. MM. Theo Francken et Bert Schoofs et Mmes Leen Dierick et Karin Temmerman sont intervenus.
- L'article 1 a été adopté à l'unanimité.
- Les articles 2 et 3 ont été successivement adoptés par 11 voix et une abstention.
- L'ensemble des articles 1, 2 et 3 a été adopté par 11 voix et une abstention.

Questions jointes :

- Question de M. Bert Schoofs au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les protestations de plus en plus nombreuses dans l'UE contre les arrêts relatifs au droit d'asile rendus par la Cour de justice et la Cour des droits de l'homme" (n° 4352).
- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'ingérence de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg" (n° 4764).
- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de transferts de Dublin entrants" (n° 4687).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de citoyens de l'UE qui perdent leur permis de séjour pour avoir commis une fraude" (n° 4727).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de personnes étrangères illégales détenues en Belgique" (n° 4797).

- Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les détenus illégaux en Flandre" (n° 4803).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les personnes en séjour illégal arrêtées et aussitôt relâchées" (n° 4817).

- Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'afflux d'illégaux à Ostende" (n° 4818).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'accueil des demandeurs d'asile toxicomanes" (n° 4879).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Projet de loi insérant un article 134quinquies dans la nouvelle loi communale, relatif aux compétences de police du bourgmestre dans le cadre de la lutte contre les réseaux de traite et de trafic d'êtres humains - Transmis par le Sénat, n° 1468/1.

- Rapporteur : Mme Nahima Lanjri.

- Exposé introductif de la ministre de l'Intérieur.

- Sont intervenus : Mmes Myriam Delacroix-Rolin, Nahima Lanjri et Karin Temmerman et MM. Bart Somers, Laurent Devin, Eric Thiébaud et Siegfried Bracke.

- L'ensemble du projet de loi a été adopté à l'unanimité.

- Une correction technique a été apportée.

Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation des violences dans les stades de football" (n° 4815).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "la catégorisation et le contrôle des transports de matières nucléaires" (n° 4923).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "les accords de la SNCB avec les acteurs locaux pour sécuriser les gares et les abords des gares" (n° 4940).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Anthony Dufrane à la ministre de l'Intérieur sur "les vols de métaux" (n° 4960).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "la note stratégique de l'AFCN sur le démantèlement des centrales nucléaires" (n° 4981).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "les règles en matière d'incompatibilité applicables à l'AFCN et à d'autres organismes publics du secteur nucléaire" (n° 4991).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "la reconnaissance de la longue période de sécheresse comme catastrophe nationale pour l'agriculture" (n° 5008).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "la réalisation de stress tests" (n° 5022).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la ministre de l'Intérieur sur "le team FAST de la police fédérale" (n° 5029).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

➤ **MERCREDI 1^{ER} JUIN 2011**

Propositions jointes :

- Proposition de résolution (Kristof Calvo, Olivier Deleuze) relative aux modalités du test européen de sûreté nucléaire et à ses conséquences pour les centrales nucléaires belges, n° 1405/1.

- Proposition de résolution (Denis Ducarme, David Clarinval) visant à étendre le principe des "stress tests" à l'ensemble des installations nucléaires de Classe 1, n° 1423/1.

- Proposition de résolution (Peter Vanvelthoven, Karin Temmerman, Bruno Tobback) relative aux critères des tests de résistance européens pour les centrales nucléaires, n° 1460/1. (Avis de la sous-commission de la Sécurité nucléaire).

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Karin Temmerman).

- Co-rapporteur : Mme Catherine Fonck.

- Exposés introductifs de MM. Kristof Calvo, Olivier Deleuze, Peter Vanvelthoven et David Clarinval.

- M. Bert Wollants a présenté le rapport fait au nom de la sous-commission pour la sécurité nucléaire.
- La discussion générale a eu lieu. Sont intervenus : MM. Peter Vanvelthoven, Eric Thiebaut, David Clarinval, Bert Wollants, Willem-Frederik Schiltz et Kristof Calvo et Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck.
- La proposition de résolution n° 1405 a servi de texte de base.
- Des amendements n°s 1 à 10 ont été déposés.
- L'amendement n° 1 a été adopté.
- Les amendements n° 2 à 10 ont été rejetés.
- La proposition de résolution n° 1405, telle que modifiée, a été adoptée par 13 voix contre une.

Prochaine réunion : mardi 7 juin 2011.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 31 MAI 2011**

Projet de loi-programme (I), n°s 1481/1 et 2 (art. 1 à 4). (Discussion et votes).
Amendements n°s 1 à 4 du gouvernement.

Projet de loi-programme (II), n°s 1482/1 et 2.
Amendement n° 1 du gouvernement. (Discussion et votes).

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Exposé introductif de la ministre de l'Emploi.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenues : Mmes Nadia Sminate, Christiane Vienne, Nahima Lanjri, Miranda Van Eetvelde, Maggie De Block et Zoé Genot et MM. David Clarinval et Hans Bonte.
- M. Bonte a déposé un amendement (n° 6), qui a été rejeté.
- Les articles 1 à 4 du projet I ainsi que les amendements du gouvernement ont été adoptés.
- L'amendement n° 1 au projet de loi-programme II a été adopté à l'unanimité.

Projet de loi-programme (I), n°s 1481/1 et 2 (art. 5 à 10). (Discussion et votes).
Amendement n° 5 du gouvernement.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne
- Exposé introductif de la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Y ont pris la parole : Mmes Catherine Fonck, Nadia Sminate, Meryame Kitir, Zoé Genot et Christiane Vienne et MM. Stefaan Vercamer, David Clarinval et Yvan Mayeur.
- Mme Sminate et Mme Kitir ont chacune déposé un amendement, lesquels ont été rejetés.
- Les articles 5 à 10 et l'amendement n° 5 ont été adoptés. L'ensemble des dispositions renvoyées à la commission a été adopté par 7 voix et 6 abstentions.

Prochaine réunion : mardi 7 juin 2011.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 31 MAI 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Marie-Christine Marghem, Karine Lalieux, André Frédéric, Ronny Balcaen, David Clarinval, Linda Musin, Christiane Vienne) relative à l'indemnisation des dommages corporels et moraux découlant d'un accident technologique, n°s 1286/1 à 4.
- Proposition de loi (Joseph George, Christian Brotcorne, Catherine Fonck) modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, la loi du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires et la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes exceptionnelles, n° 168/1.
(Continuation). (Rapporteur : M. Jef Van den Bergh).

- La discussion générale a été poursuivie.
- Sont intervenus : MM. Jef Van den Bergh, Joseph George, Karel Uyttersprot et Willem-Frederik Schiltz et Mmes Marie-Christine Marghem, Karine Lalieux et Liesbeth Van der Auwera.
- Un amendement a été déposé par M. Van den Bergh.

Proposition de loi (Peter Luykx, Liesbeth Van der Auwera, Peter Vanvelthoven, Patrick Dewael) modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services en ce qui concerne les dérogations autorisées, n° 1385/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Karel Uyttersprot).

- Des amendements ont été déposés par M. Schiltz.
- La discussion des articles a été entamée.
- Sont intervenus : MM. Jef Van den Bergh, Joseph George, Karel Uyttersprot, Peter Vanvelthoven et Willem-Frederik Schiltz et Mme Karine Lalieux.

Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Katrin Jadin, Denis Ducarme, Herman De Croo) modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles, n° 1199/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Jef Van den Bergh).

- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : MM. Karel Uyttersprot, Jef Van den Bergh et Peter Logghe et Mmes Katrin Jadin, Ann Vanheste et Linda Musin.

Proposition de loi (Bruno Valkeniers, Filip De Man, Hagen Goyvaerts, Peter Logghe, Barbara Pas) modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur en ce qui concerne l'emploi des langues en matière de publicité, n° 1039/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz).

- L'article 1^{er} a été rejeté par 9 voix contre 1 et 5 abstentions, par conséquent la proposition de loi est caduque.

Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la répartition des droits de diffusion d'oeuvres musicales par les radios locales et libres de Belgique" (n° 4384).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les plaintes déposées contre des démarcheurs publicitaires étrangers" (n° 4501).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'obligation de publication des comptes annuels des petites sociétés" (n° 4513).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le renforcement de la concurrence sur le marché des télécommunications" (n° 4538).

- Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur « l'augmentation des prix de Telenet & Voo. » (n° 5025).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. David Clarinval au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la demande d'augmentation de prix introduite par Tecteo Voo" (n° 4836).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction de la vente conjointe mixte" (n° 4869).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de Mme Veerle Wouters au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le duopole de Thomas Cook et Tui dans le secteur belge des voyages" (n° 4924).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'économie de l'internet" (n° 4979).

- Question de M. Jef Van den Bergh au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la 16ième place occupée par la Belgique dans le classement mesurant l'importance de l'économie de l'internet en pourcentage du PIB" (n° 4982).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le point de contact pour les plaintes dans le domaine de la construction" (n° 5007).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : mardi 7 juin 2011.

Présidente : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 31 MAI 2011**

Ordre des travaux:

- propositions de loi prioritaires;
- divers.

Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (André Frédéric, Yvan Mayeur, Valérie Déom, Rachid Madrane, Özlem Özen, Eric Thiébaud) insérant les articles 442quater et 442 quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes, n°s 80/1 à 6.

Amendements de MM. Frédéric et consorts, Mmes Becq, Özen et Lahaye-Battheu, MM. Terwingen, Madrane et Brotcorne.

- Proposition de loi (Sonja Becq) étendant la protection pénale des personnes vulnérables contre la maltraitance et la malmenace, n° 1198/1.

- Proposition de loi (Christian Brotcorne, Catherine Fonck) modifiant le Code pénal et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la protection des personnes vulnérables, n° 1206/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) modifiant le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et l'abus de la situation de faiblesse des personnes, n° 1217/1.

(Deuxième lecture, Art. 94 Rgt., et vote sur l'ensemble). (Rapporteurs: M. Renaat Landuyt et Mme Kristien Van Vaerenbergh).

- La commission a procédé à la deuxième lecture.

- La commission a pris connaissance de la note technique d'ordre légistique du Service Juridique et adopte les suggestions.

- Des amendements ont été déposés par MM. Brotcorne, Maingain et consorts, Frédéric et consorts, Mme Becq et consorts.

- Les amendements n°s 64 à 74 ont été adoptés.

- L'amendement n° 63 a été retiré.

- L'ensemble de la proposition de loi n° 80, telle qu'amendée et corrigée, a été adopté par 9 voix contre 4.

- Les propositions de loi jointes deviennent dès lors sans objet.

Questions jointes:

- Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "le sponsoring du terrorisme au moyen d'allocations" (n° 4699).

- Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les transferts financiers belges vers des organisations terroristes" (n° 4959).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur “la plainte de la Commission des jeux de hasard à l’encontre de certaines banques” (n° 4939).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Tanguy Veys au ministre de la Justice sur “l’antisémitisme croissant auprès des écoliers musulmans à Bruxelles” (n° 4659).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “les frais de dossier et la commission qu’imposeraient des banques lors de l’octroi d’une garantie locative par reconstitution de fonds” (n° 4681).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’exécution des peines de travail instaurées en tant que peine autonome dans les affaires correctionnelles et policières” (n° 4691).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur “le cas d’abus à Duffel” (n° 4703).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur “la réforme du statut du personnel du corps de sécurité” (n° 4730).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes:

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “la loi visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires pour les enfants” (n° 4731).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “l’étude sur les conséquences financières d’un divorce réalisée par la Gezinsbond” (n° 4871).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “le manque de personnel au sein des justices de paix de Bruxelles” (n° 4735).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la lettre du Conseil supérieur de la Justice adressée au ministre concernant le manque de personnel dans les justices de paix de Bruxelles” (n° 4745).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “le manque de personnel au sein des justices de paix” (n° 4760).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la ministre de l'Intérieur sur "l'affichage obligatoire du loyer et des charges mensuelles" (n° 4736).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur "le suivi du dossier Merckx" (n° 4748).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "le non-respect de la législation du travail dans le cadre du licenciement d'huissiers d'audience" (n° 4759).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le refus du chef de corps de Malines de dresser un procès-verbal" (n° 4805).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'intention prêtée aux autorités néerlandaises d'utiliser à nouveau la prison de Tilburg à leurs propres fins" (n° 4810).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "le suivi psychosocial des détenus germanophones de l'établissement pénitentiaire de Verviers" (n° 4821).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Justice sur "les mineurs étrangers non accompagnés qui n'ont pas de tuteur" (n° 4837).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Justice sur "le changement de nom et les personnes transgenres ou intersexes" (n° 4845).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "les analyses ADN dans le cadre des enquêtes judiciaires" (n° 4911).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "l'évaluation des articles 747 et suivants du Code judiciaire, modifiés par la loi du 26 avril 2007" (n° 4912).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'accord belgo-marocain permettant à un détenu de purger sa peine d'emprisonnement dans le pays d'origine" (n° 4958).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "l'évasion d'un détenu de l'établissement pénitentiaire de Lantin" (n° 4993).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'évasion de la prison de Lantin" (n° 5001).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "l'identification d'un nouveau site pénitentiaire en province de Liège" (n° 4994).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. David Geerts au ministre de la Justice sur "l'enquête sur l'accident ferroviaire de Buizingen" (n° 4995).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Tanguy Veys au ministre de la Justice sur "la destruction par le Mouvement de Libération des Champs d'un champ de pommes de terre génétiquement modifiées à Wetteren" (n° 5002).

- Le ministre de la Justice a répondu.

➤ **MERCREDI 1ER JUIN 2011**

Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et le Code d'instruction criminelle, afin de conférer des droits à toute personne auditionnée et à toute personne privée de liberté, et en particulier le droit de consulter un avocat et d'être assistée par lui, n°s 1279/1 à 4.

Avis du Conseil d'Etat.

Amendements de Mmes Marghem et Boulet, MM. Verherstraeten et consorts, Van Hecke, Landuyt, Schoofs et Maingain.

(Deuxième lecture, Art. 94 Rgt. et vote sur l'ensemble). (Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt et Christian Brotcorne)

- La commission a procédé à la deuxième lecture.
- La commission a pris connaissance de la note technique d'ordre légistique du Service Juridique et adopte la plupart des suggestions.
- Des amendements ont été déposés par MM. Van Hecke et Mme Marghem et consorts.
- L'amendement n° 59 a été adopté.
- L'ensemble du projet de loi transmis par le Sénat (n° 1279), tel qu'amendé et corrigé, a été adopté par 9 voix contre 2 et 4 abstentions.

Projet de loi relatif à la protection des témoins menacés, n° 1472/1.

- Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu.
- La discussion a eu lieu.
- L'ensemble du projet de loi, inchangé, a été adopté par 13 voix et 1 abstention.

Prochaine réunion : mardi 7 juin 2011.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ **MARDI 31 MAI 2011**

Question de Mme Karin Temmerman au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "an EU framework for National Roma Integration Strategies" (n° 3957).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la création, selon le modèle néerlandais, de centres ouverts de retour pour les personnes souhaitant bénéficier d'un programme de retour volontaire" (n° 4249).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la responsabilité des CPAS pour l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 4354).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Rita De Bont au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'indemnisation des frais médicaux pour les illégaux" (n° 4423).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le droit des citoyens européens à l'aide sociale" (n° 4487).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Reinilde Van Moer au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les plaintes déposées auprès du tribunal du travail pour refus d'aide du CPAS" (n° 4584).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Reinilde Van Moer au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les causes de l'augmentation du nombre d'étudiants bénéficiant du revenu d'intégration" (n° 4603).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les règles de Fedasil concernant les ILA" (n° 4656).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les demandeurs d'asile à la rue" (n° 4686).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les contrôles de la composition de ménage dans le cadre du revenu d'intégration" (n° 4729).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les 260 personnes hébergées dans des hôtels" (n° 4884).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la notion de cohabitation appliquée aux CPAS" (n° 5021).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 7 juin 2011.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Présidente : Mme Jacqueline Galant

➤ **MARDI 31 MAI 2011**

Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime.

Examen des dossiers évoqués par les membres.

- La commission a examiné les dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime.

Prochaine réunion : mardi 7 juin 2011.

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. David Geerts

➤ **MARDI 31 MAI 2011**

Ordre des travaux.

Suivi de la mise en oeuvre des recommandations de la commission spéciale:

- Discussion introductive des réponses des instances ayant une responsabilité dans la mise en oeuvre des recommandations.

Droit commercial

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidente : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 31 MAI ET MERCREDI 1^{ER} JUIN 2011**

Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, le Code des sociétés et la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale afin de garantir la présence des femmes dans le conseil d'administration des entreprises publiques autonomes, des sociétés cotées et de la Loterie Nationale, n°s 211/5 à 7.

Amendements de Mmes Demir, Wouters, De Wit, Van Moer et Van Vaerenbergh et M. Uyttersprot.

(Renvoyée par la séance plénière du 26 mai 2011).

Avis du Conseil d'État.

- Rapporteur: Mme Leen Dierick.
- Des amendements ont été déposés par (n°s 21 à 25) ont été déposés par M. Clarinval et consorts.
- Les amendements ont été développés.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mmes. Valérie Déom, Zuhail Demir, MM. Karel Uyttensprot, David Clarinval, Bruno Tuybens, Willem-Frederik Schiltz, Mme Marie-Christine Marghem, M. Joseph George, Mmes Sonja Becq, Muriel Gerkens, Christiane Vienne et Barbara Pas.
- Les amendements n°s 17 à 20 ont été adoptés.
- Les amendements n°s 12 à 16 et 21 à 25 ont été rejetés.
- Les articles 1 à 6, tels qu'amendés, ont été adoptés.
- L'ensemble de la proposition de loi a été adopté par 9 voix contre 5 et 2 abstentions.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidente : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 31 MAI 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Philippe Goffin, Damien Thiéry, Marie-Christine Marghem) portant création d'un Comité de contrôle des services spécifiquement en charge de la lutte contre la fraude fiscale, sociale ou économique, ainsi que des services de lutte contre le blanchiment d'argent (Comité F), n°s 442/1 et 2.
 - Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Alain Mathot, Bruno Tobback, Peter Vanvelthoven) instaurant la règle una via dans les affaires pénales fiscales et instituant un auditorat fiscal et un comité F, n° 630/1.
 - Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Hendrik Bogaert) organique du contrôle du Service public fédéral Finances, n° 939/1.
- (Continuation). (Rapporteur : M. Georges Gilkinet).
- Audition du prof. Christian Behrendt (Ulg).

- Après un exposé introductif, le prof. Behrendt a répondu aux questions de M. Dirk Van der Maelen, Mmes Muriel Gerkens et Gwendolyn Rutten et M. Guy Coëme.

➤ **MERCREDI 1^{ER} JUIN 2011**

Proposition de loi (Alain Mathot, Dirk Van der Maelen, Christiane Vienne, Olivier Henry, Guy Coëme) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la disposition anti-abus, n°s 1111/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Veerle Wouters).

Audition :

- du prof. Alex Haelterman (KULeuven);
- du prof. Luc De Broe (KULeuven).

- A l'issue de leurs exposés, les prof. Haelterman et De Broe ont répondu aux questions de M. Dirk Van der Maelen et Mmes Christiane Vienne, Veerle Wouters et Muriel Gerkens.

Prochaine réunion : mardi 7 juin 2011.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Présidente : Mme Maggie De Block

➤ **MARDI 31 MAI 2011**

Ordre des travaux.

- La commission a décidé d'organiser des auditions.

Questions jointes :

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les services fournis gratuitement aux aéroports régionaux par Belgocontrol" (n° 3784).

- Question de M. Christophe Bastin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'augmentation éventuelle des redevances d'atterrissage dues à Belgocontrol à l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 4068).

- Question de M. Christophe Bastin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le versement à Belgocontrol d'une taxe interne levée par Eurocontrol" (n° 4070).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'analyse et les conclusions de la Cour des comptes concernant les récents contrats d'adjudication pour des systèmes de sécurité destinés aux chemins de fer" (n° 3944).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la suppression du régulateur" (n° 3970).

- Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "un arrêté royal relatif au régulateur de l'aéroport" (n° 4041).

- Question de M. André Frédéric au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la plainte du directeur du Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'Exploitation de l'Aéroport de Bruxelles-National auprès de la Commission européenne" (n° 4518).

- Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le régulateur de l'aéroport" (n° 4682).

- Question de Mme Veerle Wouters au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'augmentation des tarifs à l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 4809).

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le Service de Régulation du transport ferroviaire et de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National" (n° 5030).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la recommandation européenne relative à l'installation d'éthylotests antidémarrage dans les véhicules destinés au transport commercial" (n° 4026).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de Mme Linda Musin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les conditions de repos des chauffeurs de bus effectuant de longs voyages" (n° 4107).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'arrêté royal organisant le SSICF" (n° 4144).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les conditions illégales d'attribution de cartes d'accès à des zones piétonnes" (n° 4261).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la position de la Belgique par rapport à la feuille de route de la Commission européenne 'Transports 2050'" (n° 4280).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le respect des normes de vent" (n° 4315).

- Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le groupe de travail de la piste 02" (n° 4451).

- Question de M. Damien Thiéry au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le jugement rendu par le tribunal de première instance de Bruxelles le 14 avril 2011 relatif aux nuisances sonores" (n° 4521).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de Mme Meryame Kitir au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'accès à la profession de transporteur par route" (n° 4426).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le service de médiation de Brussels Airport" (n° 4467).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. Christophe Bastin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la participation d'automobiles immatriculées en Belgique à des rallyes nationaux et internationaux" (n° 4472).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. Christophe Bastin au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la localisation de divers services autonomes et indépendants au sein du SPF Mobilité" (n° 4473).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. Damien Thiéry au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'usage des langues par Belgocontrol" (n° 4505).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les voitures sans permis" (n° 4600).

- Question de M. David Clarinval au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les voitures sans permis" (n° 4835).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les excès de vitesse commis par des camionnettes" (n° 4615).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Jan Jambon au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la non-verbalisation des véhicules immatriculés à l'étranger" (n° 4641).

- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les infractions de roulage en Europe" (n° 4984).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "un cadre juridique pour projets pilotes" (n° 4700).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la reconnaissance du danger dans l'apprentissage de la conduite" (n° 4885).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. Anthony Dufrane au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la visibilité des marques d'immatriculation de véhicules" (n° 4961).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le succès du modèle commercial de l'aéroport de Charleroi, au détriment d'aéroports concurrents tel que celui de Zaventem" (n° 4973).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 7 juin 2011.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **MERCREDI 1^{ER} JUIN 2011**

Ordre des travaux.

- Un échange de vues a eu lieu.

Question de M. Éric Thiébaut au ministre de la Défense sur “le respect de la législation sociale belge par le SHAPE” (n° 5000).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur “les décorations du travail” (n° 4619).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur “le nombre d’heures de vol prévu” (n° 4663).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “le container radioactif en provenance du Japon se trouvant dans le quartier Knapen” (n° 4665).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “le nombre d’heures supplémentaires” (n° 4677).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “les heures supplémentaires à l’armée” (n° 4692).

- Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur “les heures supplémentaires accomplies par les militaires” (n° 4694).

- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur “le nombre d’heures supplémentaires accomplies à la Défense” (n° 4695).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “les récentes déclarations du syndicat libéral SLFP relatives aux heures supplémentaires à la Défense” (n° 4698).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “la réforme de l’INIG” (n° 4696).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur “l’attrition à l’armée” (n° 4739).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “le déroulement et les résultats de la réunion du Conseil des ministres européens de la Défense le 23 mai 2011” (n° 4770).
- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur “la rencontre du 23 mai 2011 des ministres européens de la Défense” (n° 4790).
- Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur “la réunion du Conseil des ministres européens de la Défense” (n° 4800).
- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “les résultats du Conseil des ministres européens de la Défense du 23 mai” (n° 4842).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “les femmes à la Défense” (n° 4771).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “l’opération au Liban” (n° 4773).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Questions jointes:

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “l’opération en Libye” (n° 4775).
- Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur “les interventions aériennes de nuit en Libye” (n° 4783).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Questions jointes:

- Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur “la base aérienne Araxos” (n° 4781).
- Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur “le ‘Foreign Object Damage’” (n° 4782).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “le déploiement éventuel d’hélicoptères de combat anglais (et français) au-dessus de la Libye” (n° 4997).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 8 juin 2011.

Commission de suivi “abus sexuels”

COMMISSION DE SUIVI RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

Présidente : Mme Karine Lalieux

➤ **MERCREDI 1^{ER} JUIN 2011**

Echange de vues avec la ministre de l'Intérieur sur les recommandations de la commission spéciale “Abus sexuels” relevant de sa compétence.
(Rapporteurs: M. Renaat Landuyt et Mme Valérie Déom).

Etat d'avancement de la mission des experts.

- Une discussion a eu lieu.

Prochaine réunion : mercredi 15 juin 2011.

Achats militaires

COMMISSION ACHATS MILITAIRES

Président : M. Wouter De Vriendt

➤ **MERCREDI 1^{ER} JUIN 2011**

Examen de dossiers d'achats:

- dossier systèmes de mortier 60 mm;
- dossier tenues de combat;
- note d'avancement.

- Exposé introductif des représentants du ministre.

- Des questions ont été posées par MM. Herman De Croo, Bert Maertens et Anthony Dufrane.

Finances et Budget et Droit commercial et économique

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET ET DE LA COMMISSION
CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidents : Mmes Muriel Gerkens et Sophie De Wit

➤ **MERCREDI 1^{ER} JUIN 2011**

Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'interdiction de la rémunération liée aux actions des administrateurs non exécutifs d'entreprises cotées en bourse, ns° 619/1 à 3. (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

Amendements de Mmes Dierick et Van der Auwera.

Proposition de loi (Bruno Tuybens) instaurant un impôt sur la rémunération liée aux actions des administrateurs non exécutifs, parmi lesquels les administrateurs non exécutifs, d'entreprises cotées en bourse, n° 620/1. (Rapporteur : Mme Zuhail Demir).

Proposition de loi (Stefaan Van Hecke, Muriel Gerkens, Kristof Calvo, Georges Gilkinet, Meyrem Almaci, Zoé Genot) visant à lutter contre les "parachutes dorés" et les rémunérations excessives, n° 1336/1.

Proposition de loi (Guy Coëme, Christiane Vienne, Valérie Déom, Olivier Henry, Yvan Mayeur, Alain Mathot) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne la modération et la justification de la rémunération variable des dirigeants, n° 1395/1.

Proposition de loi (Olivier Henry, Christiane Vienne, Valérie Déom, Guy Coëme, Yvan Mayeur, Alain Mathot) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne la publication des écarts de rémunérations, n° 1396/1.

Proposition de résolution (Christiane Vienne, Linda Musin, Karine Lalieux, Olivier Henry, Yvan Mayeur, Guy Coëme, Anthony Dufrane, André Frédéric, Laurent Devin) visant à modérer les rémunérations des dirigeants des entreprises publiques autonomes, n° 1397/1.

Proposition de loi (Josy Arens, Joseph George) complétant l'article 198 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de décourager l'utilisation abusive des rémunérations variables, n° 1447/1.

- Ordre des travaux.

- Les auteurs principaux ont fait un exposé introductif.

- Une discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Marie-Christine Marghem, Muriel Gerkens, Leen Dierick, Barbara Pas, Gwendolyn Rutten, Christiane Vienne et Veerle Wouters et MM. Karel Uyttersprot, Bruno Tuybens, David Clarinval, Guy Coëme et Joseph George.